

Unité départementale de l'Oise  
283, rue de Clermont  
ZA de la Vatine  
60000 Beauvais

Beauvais, le 03/12/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/10/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RV Ile-de-France**

16, place de l'Iris  
Tour CB 21  
Paris la Défense  
92400 Courbevoie

Références : IC-R/0465/24-SD/SL  
Code AIOT : 0005106546

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/10/2024 dans l'établissement SUEZ RV Ile-de-France implanté rue de la Gare 60240 Liancourt-Saint-Pierre. L'inspection a été annoncée le 11/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV Ile-de-France
- rue de la Gare 60240 Liancourt-Saint-Pierre
- Code AIOT : 0005106546
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation de stockage de déchets non dangereux de Liancourt-Saint-Pierre a été autorisée à étendre ses activités par arrêté préfectoral du 08/12/2016. Cette extension porte sur l'exploitation de 10 casiers pour une durée maximale de 10 ans à compter de la date de réception des premiers déchets. Les conditions d'exploitation de l'installation ont été modifiées par un arrêté préfectoral complémentaire du 13/10/2020. Cet arrêté reprend l'ensemble des dispositions de l'arrêté d'autorisation du 08/12/2016.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Odeur

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
10	Autosurveillance des émissions atmosphériques	AP Complémentaire du 13/10/2020, article 10.2.1.2	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Admission des déchets	AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2024, article 2.1	Sans objet
2	Admission des déchets	AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2024, article 2.2	Sans objet
3	Admission des déchets	AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2024, article 2.3	Sans objet
4	Prescriptions d'exploitation	AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2024, article 3.2	Sans objet
5	Prescriptions d'exploitation	AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2024, article 3.3	Sans objet
6	Prescriptions d'exploitation	AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2024, article 3.4	Sans objet
7	Prescriptions d'exploitation	AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2024, article 3.5	Sans objet
8	Prescriptions d'exploitation	AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2024, article 3.6	Sans objet
9	Prescriptions d'exploitation	AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2024, article 3.7	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions contrôlées issues de l'arrêté de mesures d'urgence du 23 août 2024 pour l'entreposage de déchets issus d'usines d'équarrissage ont été respectées.

Une non-conformité a été relevée concernant l'autosurveillance des émissions diffuses et plus particulièrement la cartographie des odeurs qui aurait dû être réalisée deux ans après la

précédente étude menée en 2021.

Dans ce cadre, il est proposé à madame la préfète de l'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter la prescription contrôlée non respectée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Admission des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2024, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Quantité maximum admise
<b>Prescription contrôlée :</b>  La quantité admise est au maximum de 150 tonnes.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, le registre des déchets de l'établissement a été contrôlé. Les déchets concernés par la présente prescription ont été pesés à l'entrée du site de Liancourt-Saint-Pierre. La masse totale des 6 camions est égale à 148,520 tonnes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Admission des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2024, article 2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Origine des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets acceptés proviennent directement des sites exploités par la société ATEMAX, ou de sites de transit où sont stockés des déchets de la société ATEMAX, ou de la filière de collecte des déchets d'équarrissage dont la destination habituelle est la société ATEMAX.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection, le contrôle du registre des déchets du site a permis de constater que le client des 6 camions du samedi 8 août 2024 était désigné "ATEMAVEN". L'exploitant a confirmé que cette désignation correspondait à l'entreprise ATEMAX.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Admission des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2024, article 2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nature des déchets admis
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les déchets admis sont visés par le code déchet 02 01 02 : Déchets de tissus animaux (code de la section « Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture,

de la chasse et de la pêche » du chapitre « Déchets provenant de l'agriculture, de l'horticulture, de l'aquaculture, de la sylviculture, de la chasse et de la pêche ainsi que de la préparation et de la transformation des aliments »).
<b>Constats :</b>  L'exploitant a enregistré les 6 chargements de la société ATEMAX avec le code déchets 02.01.02.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Prescriptions d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2024, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Enfouissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'enfouissement est réalisé de sorte que les animaux carnivores ou omnivores ne puissent pas y accéder.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a précisé le jour de l'inspection que des trous avaient été creusés au sein du massif de déchets déjà présent dans le casier n°9 et recouvert immédiatement de sorte que des animaux ne puissent y accéder. L'exploitant a précisé que ces déchets ont également été recouverts de matériaux inertes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Prescriptions d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2024, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Enfouissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les cadavres sont enfouis dans une ou plusieurs fosses dédiées préparées préalablement aux opérations de réception. La position (coordonnées géographiques) de ces fosses est reportée dans les documents d'exploitation de l'Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND).
<b>Constats :</b>  Comme décrit au sein de point de contrôle précédent, l'exploitant avait créé des fosses au sein du massif de déchets du casier n°9 en creusant des trous avec les engins de manutention présents sur le site. Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan du site avec la localisation précise de l'enfouissement des carcasses des animaux. Les coordonnées GPS ont été transmises le jour de l'inspection par courriel après sollicitation d'un géomètre par l'exploitant. Ces coordonnées sont X=569252.7811 ; Y=167770.3436

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 6 : Prescriptions d'exploitation**

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2024, article 3.4
--

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

La mise en stockage est réalisée dès l'arrivée des matières sur le site. Il n'est procédé à aucun entreposage temporaire.
---

<b>Constats :</b>
-------------------

Comme décrit dans les points de contrôle précédents, les carcasses d'animaux ont été déposées immédiatement dans les fosses créées au sein du casier n°9 du site.
---

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 7 : Prescriptions d'exploitation**

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2024, article 3.5
--

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Les cadavres sont recouverts immédiatement avec des déchets usuellement réceptionnés ou tout autre matériau selon un rapport permettant de limiter les nuisances et les risques sanitaires.
---

<b>Constats :</b>
-------------------

Comme précisé au sein des points de contrôle précédent, l'exploitant a recouvert immédiatement les carcasses d'animaux par des déchets du casier n°9 et également de matériaux inertes présents sur le site.
--

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 8 : Prescriptions d'exploitation**

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2024, article 3.6
--

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage
---

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Toutes dispositions sont prises pour limiter les risques de départ de feu ou de dégagement de chaleur susceptible de dégrader les barrières de sécurité. Une surveillance spécifique est mise en place afin de surveiller le temps nécessaire, tout départ de feu faisant suite à cette réception exceptionnelle.
---

<b>Constats :</b>
-------------------

L'exploitant a précisé le jour de l'inspection qu'il avait vérifié que les carcasses n'avaient pas été chaulées par la société ATEMAX afin d'éviter tout risque d'incendie dans le casier déchets.
--

De plus, le site est équipé d'un système de détection incendie qui permet de maintenir une surveillance continue de la zone d'enfouissement. Ce contrôle est réalisé par caméra thermique avec report d'une éventuelle anomalie sur les systèmes de communication des responsables du site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Prescriptions d'exploitation

**Référence réglementaire :** AP de Mesures d'Urgence du 23/08/2024, article 3.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Stockage

**Prescription contrôlée :**

Si ces déchets ont pu faire l'objet d'un chaulage préalable, l'exploitant s'assure que la quantité de chaux ainsi apportée n'est pas susceptible de nuire au fonctionnement de l'installation de stockage. Il en est de même pour tout autre pré-traitement (adsorbant, etc.).

**Constats :**

Comme décrit précédemment, la société ATEMAX n'avait pas chaulé les carcasses.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 10 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 13/10/2020, article 10.2.1.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Autosurveillance des émissions diffuses

**Prescription contrôlée :**

Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.

Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai intérieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente.

**Constats :**

L'inspection des installations classées a eu connaissance de plaintes d'odeur durant l'année 2024 concernant les activités du site.

Ainsi, dans un premier temps, les modalités de gestion des plaintes ont été contrôlées.

Le jour de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant enregistrerait régulièrement les plaintes liées au site de Liancourt-Saint-Pierre sur une application dédiée du groupe SUEZ.

Le logiciel a été contrôlé par sondage et il a été constaté :

- l'enregistrement de 3 plaintes pour les odeurs en 2023 ;
- l'enregistrement de 11 plaintes pour les odeurs en 2024.

Les plaintes reçues directement par l'exploitant sur son téléphone portable n'avaient pas toutes été enregistrées sur l'application. Elles ont été présentées le jour de l'inspection. Les plaintes non

enregistrées ont été saisies sur l'application le jour de l'inspection par l'exploitant.

Les plaintes peuvent être reçues par l'exploitant via les différents moyens de communications ou enregistrées par les personnes présentes sur le site.

L'application enregistre les données suivantes :

- la date ;
- l'heure ;
- le lieu ;
- la description / l'objet ;
- le moyen de réception ;
- la personne qui réceptionne la plainte ;
- le traitement de la plainte par l'exploitant : mise en œuvre d'action et de réponse à la plainte ;
- l'avancement de l'action mise en œuvre ;
- le pilote de l'action.

Par sondage, il a été contrôlé que les plaintes enregistrées étaient traitées ou en cours de traitement.

L'exploitant a précisé le jour de l'inspection que le site a été repris en octobre 2023 par un nouveau responsable de site.

Ce dernier a réalisé de nombreux travaux notamment sur le réseau de biogaz de l'ensemble des casiers de LSP1 à LSP3.

Ces travaux ont de fait généré des odeurs. Ces travaux ont notamment consisté à reprendre entièrement le réseau de biogaz sur 650 mètres linéaires. Les travaux s'élèvent à 50 k€.

L'exploitant précise qu'en mars 2024 des forages des puits de biogaz ont été réalisés sur le casier 8.

Tous ces travaux devraient permettre de constater un fonctionnement des moteurs de valorisation énergétique plus important avec une production d'électricité supérieure aux années précédentes.

En plus de ces travaux, certaines contraintes techniques peuvent être à l'origine d'émanation d'odeur comme des pertes d'alimentations électrique du réseau national qui impacte le fonctionnement de la torchère et des moteurs (absence de soutirage de ces équipements).

L'exploitant a également informé l'inspection que le site de Liancourt-Saint-Pierre a embauché une personne dédiée à l'établissement qui s'occupe de la gestion du réseau de biogaz depuis novembre 2023.

Jusqu'à présent le groupe SUEZ avait une personne itinérante pour l'ensemble des sites de l'Oise.

Une inspection avait déjà été réalisée en 2021 sur la thématique des odeurs. Une étude des émissions diffuses avait été réalisée en avril 2021 par la société Europoll. Cette étude avait mis en évidence des fuites de biogaz.

Un plan d'action avait été rédigé et réalisé dans les 6 mois.

La prescription définit qu'un contrôle selon la même méthode doit être réalisé dans les deux ans suivants le plan d'action.

**Non conformité n°1 : L'exploitant n'a pas réalisé une étude (une cartographie des émissions diffuses de méthane) selon la même méthode dans les deux ans suivants la mise en place des actions correctives de la précédente étude (2021)**

Le jour de l'inspection l'exploitant s'est engagé à réaliser ce contrôle avant le 31 décembre 2024.

Le plan d'action, le cas échéant, sera communiqué conjointement selon le même délai.

Pour mémoire, les actions devront être réalisées dans les 6 mois suivants la remise de l'étude.

Le jour de l'inspection il a été précisé que la nouvelle étude devait être réalisée selon la même



méthode qu'en 2021 (cf étude Europoll d'avril 2021 référencé R264_18_Liancourt_042021_CH4_R01) comme précisé dans la présente prescription.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Proposition n°1 : Il est proposé à madame la préfète de l'Oise de mettre en demeure l'exploitant de communiquer sous 1 mois à l'inspection des installations classées une étude (une cartographie des émissions diffuses de méthane) selon la même méthode que la précédente étude de 2021.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois